



ADF AUJOURD'HUI

QUATRIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Gouvernance pour une Afrique en marche

Vendredi, 15 octobre 2004

Corruption: un problème à double dimension

Par Andrew Allimadi, de l'équipe du rapporteur général

La troisième journée d'ADF IV a été marquée par un débat animé sur la corruption et la gouvernance. Les participants ont estimé que la corruption était certes un cancer qui rongait les sociétés africaines, mais que le seul moyen de l'éliminer était d'agir à la fois sur l'offre et la demande.

Le Procureur général du Lesotho, M. Lebohang Fine-Maema, a expliqué comment son pays s'était attaqué à la corruption en prenant le problème par les deux bouts. Les affaires de corruption les plus connues ont porté sur le Lesotho Highlands Water Project, projet hydraulique de plusieurs millions de dollars, dans le cadre duquel un certain nombre de sociétés occidentales auraient versé des pots-de-vin. Le Procureur général a indiqué que son pays avait réussi à traduire en justice le directeur local du projet, avant de tourner son attention vers les sociétés étrangères.

La plupart des observateurs avaient pensé qu'un petit pays comme le Lesotho serait incapable de s'attaquer à des multinationales d'une telle envergure. Étant donné le coût élevé de la procédure, rares étaient les partenaires qui étaient disposés, au début, à prendre à leur charge une partie des frais. Toutefois, les succès obtenus ont incité plusieurs bailleurs de fonds à verser des contributions. Ainsi la Banque mondiale a reconduit son programme visant à exclure les entreprises corrompues des procédures d'appel d'offres de la Banque.

M. Fine-Maema a énuméré les leçons à retenir: les entreprises et les particuliers qui reçoivent des pots-de-vin peuvent être traduits en justice avec succès; de toute évidence, la corruption est un fait international et non propre à l'Afrique. Enfin, il est important d'obtenir la collaboration d'autres pays (le Lesotho a obtenu la collaboration de la Suisse, qui a fourni des informations sur les comptes bancaires où étaient déposées les sommes illégalement acquises).

Les participants se sont félicités du succès obtenu par le Lesotho et sont convenus que la corruption ne peut que diminuer si les auteurs savent qu'ils peuvent être pris. Ils n'en ont pas moins reconnu que la corruption restait un gros problème en Afrique. Pour illustrer le problème, un participant a rappelé la disparition récente, au large des côtes du Nigéria, d'un navire rempli de pétrole brut. « Comment un navire-citerne entier peut-il disparaître? », s'est-il demandé.

Les participants ont en outre souligné combien il était important de mettre en place des institutions solides et réellement capables de lutter contre la corruption, plutôt que d'avoir des institutions qui n'en ont que le nom. Les organes de lutte contre la corruption devraient être non seulement dotés des ressources finan-

Le Sida dévaste l'Afrique

Par Francine Nzibarega

Les chiffres sont alarmants: avec près de 30 millions de séropositifs, soit 75% du total mondial, l'Afrique subsaharienne est la région la plus touchée. L'année dernière, 3,2 millions de personnes vivant dans cette zone ont contracté le virus et 2,3 millions en sont décédés.

Tout le monde a entendu parler du sida et des difficultés d'accès aux traitements dans les pays en voie de développement. Mais certains pensent: «A quoi bon, puisqu'on en meurt!» Au contraire, si le traitement est adapté, le malade peut vivre de nombreuses années. 95% des séropositifs ne connaissent pas leur statut sérologique. Et seules 0,25% des personnes ayant besoin d'antirétroviraux y ont accès.

Dans de nombreux pays africains, le taux d'infection des adultes se situe entre 20 et 40%. La prévalence et la mortalité liées au sida sont particulièrement élevées dans la population active, et chez les adultes (entre 15 et 40 ans). Les femmes sont infectées à un âge plus précoce et en plus grand nombre que les hommes. Le personnel qualifié, les professionnels et les cadres sont les principales victimes de la pandémie, ce qui s'explique dans une large mesure

par leur plus grande mobilité et leurs revenus plus élevés.

Le VIH/sida a des effets dévastateurs sur la démographie car il est très souvent mortel. D'après les estimations, 20 millions d'Africains sont morts depuis que la pandémie du VIH/sida a éclaté. 30 millions d'Africains vivent actuellement avec le virus et la plupart d'entre eux mourront dans les dix prochaines années.

Selon le Programme des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'espérance de vie a véritablement chuté. Elle est aujourd'hui inférieure à 40 ans au Botswana, au Malawi, au Mozambique et au Swaziland, alors que, pour l'ensemble de la région, elle est de 47 ans, soit le même chiffre qu'au moment de l'accession à l'indépendance. Les progrès accomplis dans le relèvement de l'espérance de vie ont été anéantis en un rien de temps.

On s'attend à ce que d'ici 2010, le taux de croissance démographique baisse de 3% dans les pays les plus touchés par la pandémie, compte tenu de l'augmentation du taux de mortalité, de la diminution du taux de fécondité des femmes infectées par le VIH/sida et de la baisse du taux de natalité en général.

Bonne gouvernance, facteur clé de lutte contre le sida

Par Doua Gouly

La huitième séance plénière du quatrième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF IV) consacrée au Sida et à la gouvernance a tenu toutes ses promesses.

A l'instar de M. K.Y. Amoako, secrétaire exécutif de la Commission pour le développement de l'Afrique, (CEA), les intervenants ont reconnu que les incidences de la gouvernance sont importantes dans la lutte contre le sida.

L'ancien président zambien, SEM. Kenneth Kaunda a demandé à la Commission de regarder avec sérieux la gestion des problèmes liés à la pandémie du sida sur le continent. «Les gouvernements n'ont pas la capacité pour suivre le programme de traitement. Ils ont besoin de l'assistance de la communauté internationale. Par conséquent l'utilisation de ces fonds recueillis auprès des partenaires est capitale», a-t-il dit.

Parrain de la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique (CVGA), M. Kaunda a sollicité auprès des gouvernements africains la mise en place dans chaque état, de fonds spécifiques destinés à la lutte contre le fléau. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité de travailler avec les ONG.

Mme Salimata Porquet du Réseau des femmes ministres et parlementaires de Côte d'Ivoire a dénoncé pour sa part, la mauvaise utilisation des fonds destinés à la lutte contre la pandémie dans nombre de pays africains. «Les ressources données aux gouvernements ne vont en général pas dans la lutte contre le sida. Ce n'est un secret pour personne que nos Etats ont de nombreux problèmes urgents à régler», a-t-elle déclaré.

Pour Mme Porquet, «il est temps que la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique de la CEA et les bailleurs de fonds s'appuient sur les organisations non gouvernementales».

Au niveau de la prévention, elle a annoncé que le Réseau des femmes ministres et parlementaires a fait une proposition de loi imposant aux candidats au mariage, un certificat médical faisant état de sérologie et l'implication des chefs traditionnels.



M. Alan Whiteside

Le traitement contre le sida est otage du manque de ressources

Par Marie-Noëlle Guichi

La Commission du VIH/sida et de la gouvernance en Afrique (CVGA) a organisé hier, une réunion interactive avec la société civile et les organismes qui occupent une place de premier plan dans la fourniture des services, en matière de lutte contre le Sida. Objectif, identifier ce qui rend difficile l'accès au traitement et aux soins pour les personnes vivant avec le virus qui fait le plus de ravage en Afrique.

Les participants à cette réunion ont affirmé que, bien que l'accroissement des ressources, couplé à la baisse des coûts des traitements et à l'appariement de régimes de traitement simplifié, offre la possibilité d'améliorer l'accès des traitements à de nombreuses personnes vivant avec le VIH/sida, les gouvernements africains demeurent confrontés à diverses difficultés telles que le manque de capacités en terme de systèmes de santé. L'accès ardu du monde rural aux traitements; l'insuffisance des ressources humaines formées et motivées dans les hôpitaux sont aussi revenus à maintes reprises dans les discussions.

Yenikoye Ismaël, professeur à l'université de Niamey a déclaré au cours de cet échange avec les membres de la CVGA que l'on ne saurait prétendre bouter le Vih/sida hors de l'Afrique sans passer par la gratuite des soins. «L'OMS se déploie, avec beaucoup de succès, pour éradiquer la poliomyélite dans la région, sans demander le moindre franc aux po-

CVGA: Espoir de l'Afrique

Par Francine Nzibarega.

La Commission du VIH/sida et de la gouvernance en Afrique (CVGA) a été créée en février 2003 par le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Koffi Annan.

Monsieur K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a été nommé par Koffi Annan ainsi que les membres de la dite commission.

La CVGA est chargée de compléter les importants travaux portant sur la transmission et la prévention de la maladie qu'ont effectués le système des Nations Unies et d'autres institutions, en élaborant des politiques et des programmes en vue d'atténuer les indices socio-économiques du VIH/sida en Afrique.

Quatre principaux groupes ont été constitués au sein de la CVGA. Il s'agit des incidences du VIH/sida sur les indicateurs macro-économiques et les politiques économiques, notamment les partenariats pour le développement. Le second groupe concerne les incidences du VIH/sida sur les ménages, notamment sur les femmes, les filets de sécurité sociale, la sécurité alimentaire et la pauvreté des ménages. Le problème de l'extension du traitement contre le VIH/sida constituer le troisième groupe. Et enfin, le quatrième groupe traite des incidences du VIH/sida sur les moyens dont disposent les Etats, notamment la prestation de services et le secteur de la sécurité.

Le traitement contre suite de la page 1

pulations. Il faut qu'il en soit de même avec le Vih/sida et le paludisme qui sont des fléaux qui déciment les Africains chaque jour», a-t-il souligné. Précisant qu'il ne s'agit aucunement de la mendicité, ou d'une démarche visant à inciter les donateurs à agir par pitié. «Il s'agit d'un principe de justice et de droits de l'Homme», a-t-il mentionné.

En dehors de Yenikoye Ismaël, la plupart des intervenants ont insisté sur le mauvais suivi des personnes vivant avec le VIH. Une participante infectée par le virus a fait observer que dans son pays le Swaziland, les systèmes de suivi des Psvih sont très faibles. « Dans l'hôpital où je suis le traitement, il y a un seul médecin qui doit s'occuper de plus de dix mille malades », a-t-elle confié, malheureuse. Le mauvais entretien des orphelinats, l'indisponibilité des antirétroviraux dans les zones rurales, l'absence des programmes de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant dans certains pays sont autant de problèmes qui ont été soulevés au cours de cet échange interactif dont le but était d'attirer l'attention des commissaires de la CVGA sur

La CVGA a pour mission principale l'élaboration des politiques et des programmes plus adaptés au contexte africain. Il faut que ces politiques et programmes soient fondés sur une meilleure connaissance des rapports entre le VIH/sida et les moyens dont disposent les Etats africains, afin d'assurer le développement économique et social, ainsi que la stabilité politique, en dépit de taux de prévalence élevés.

Plusieurs raisons ont poussé à la création de la CVGA. Aujourd'hui, le VIH/sida représente un important défi pour le développement des pays africains. Dans nombreux pays du continent, les taux de survie des enfants baisse, l'espérance de vie diminue, les systèmes de soins de santé se dégradent et les structures familiales se désagrègent. Le taux d'infection des adultes se situe entre 20 de 40%. La prévalence et la mortalité liées au SIDA sont particulièrement élevées dans la population active, chez les adultes, dans la force de l'âge (entre 15 et 40 ans).

La CVGA doit donc fournir des conseils et des analyses aux décideurs africains qui font face à ces graves problèmes. Ainsi, elle mène des activités de plaidoyer. En d'autres termes, se fondant sur ses activités de recherche, elle publie des documents d'orientation et mène des activités de plaidoyer dynamiques, durant son mandat.



Milly Katana

les défis qu'il reste à relever en Afrique pour vaincre la pandémie du Vih/sida.

La réunion s'est déroulée en présence du président de la CVGA, K.Y.Amoako, de l'ancien président zambien Kenneth Kaunda et de l'ancien Premier ministre mozambicain Pascoal Mocombi. Une dizaine de Commissaires de la CVGA parmi lesquels Joy Phumaphi, Milly Katana, Dr Alan Whiteside, Marie Chenery Hesse étaient également présents et nourraient de leurs commentaires les débats.

partis politiques dans le contexte de l'efficacité législative. Les participants ont réclamé une séparation claire des pouvoirs et ont préconisé une réunion des Présidents des cours suprêmes d'Afrique aux fins d'une harmonisation des systèmes juridiques. D'autres ont souhaité que les partis politiques africains, en particuliers ceux de l'opposition, soient mieux financés et que leurs capacités soient renforcées, de façon qu'ils puissent tenir le pouvoir exécutif comptable de son action.

L'autre séance plénière a porté sur le thème «Voix des populations et obligation redditionnelle : L'influence croissante de la société civile en Afrique». Elle était présidée

Corruption suite de la page 1

cières et humaines nécessaires, mais aussi libres de toute forme d'ingérence du pouvoir exécutif.

Parmi les autres séances ayant marqué la troisième journée d'ADF IV, figure une séance plénière sur les «institutions en vue d'une gouvernance effective», présidée par Mme Frene Noshir Ginwala, ancienne présidente du Parlement sud-africain. Cette séance a donné lieu à un débat sur les moyens de mettre en place un système judiciaire indépendant et efficace en Afrique, ainsi qu'à l'examen de la question des

Le président de la Banque mondiale à ADF IV

Par Norbert N. Ouedji

C'est ce vendredi que prend fin ADF IV. Un moment fort, qui sera dominé par deux grands événements. Outre la cérémonie de clôture, un dialogue de haut niveau avec les principales parties concernées par le développement de l'Afrique est annoncé. Animé par K Y Amoako, secrétaire exécutif de la CEA, ce débat est très attendu par les participants, qui y voient une occasion rêvée de discuter convivialement des questions importantes du continent. La présence de James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, donnera sans doute un caractère particulier à ces assises. C'est lui qui prononcera le discours introductif de la séance. L'institution dont il a la charge est en effet un des partenaires privilégiés du développement de l'Afrique. Au-delà de ses activités traditionnelles de financement des investissements, elle participe activement aux programmes de réforme dans tous les secteurs.

Dans cette perspective, James Wolfensohn va réaffirmer le soutien de la Banque mondiale aux efforts qui sont faits ici et là, pour relever les défis qui nous interpellent. On sait qu'il est attaché à l'intégration régionale, question qui préoccupe également la CEA, l'UA

et plusieurs autres entités politiques et économiques. On pourrait en savoir plus sur la vision de la Banque par rapport à ce sujet crucial, sans oublier sa stratégie en matière de lutte contre la pauvreté, la corruption et le VIH/sida. L'amélioration de la qualité de vie des filles et des fils du continent est aussi un point capital. Il s'agit principalement de l'accès aux soins de santé, à l'eau potable, à la formation ou à l'éducation; ainsi que du respect de la justice sociale, des droits civils et politiques des citoyens, etc. Plusieurs rapports de la Banque mondiale établissent que les faiblesses observées dans ces domaines sont dues à la mauvaise gouvernance. Depuis le début de ADF IV, aucun intervenant n'a contredit ce point de vue.

La contribution de James Wolfensohn complètera et enrichira sans conteste la réflexion sur cette question. Les participants nourrissent l'espoir que la Déclaration de consensus qui sera adoptée ce vendredi après midi contiendra des propositions concrètes. Celles-ci devraient aider les Etats concernés à sortir de l'engrenage infernal actuel et favoriser réellement la promotion de la bonne gouvernance, condition sine qua non du développement durable.

Bonne gouvernance suite de la page 1

Le représentant de la Sierra Leone a quant à lui été volontairement provocateur. Il est revenu sur les raisons fondamentales de la prolifération du sida en Afrique. «Les soldats de maintien de la paix, les touristes occidentaux sont les vecteurs de transmission du sida en Afrique, continent où la pauvreté règne», a-t-il soutenu. Pour étayer ses propos, il a indiqué que «l'exemple des pays qui reçoivent beaucoup de touristes sont en général les plus touchés en Afrique».

Le Professeur Yenikoye Ismaël de l'université de Niamey au Niger a recommandé à la Commission de faire légiférer par les Nations unies des textes sur le sida. «Il s'agit d'un principe de justice face au sida compte tenu de la faiblesse des moyens accordés au sida et au paludisme qui sont les premières causes de la mort en Afrique par rapport au maintien de la paix et à d'autres préoccupations des pays nantis du monde et des Nations unies », a-t-il fait remarquer.

Toutes ces réactions des participants ont été suscitées par la densité des exposés des commissionnaires. Notamment celui du commissaire Alan Whiteside qui a déclaré que «dans certains pays, les tiers des femmes enceintes sont séropositives. Au Cameroun,

le taux de prévalence est passé de 4% à 8% entre 1998 et 2000».

Selon M. Whiteside, «la courbe d'infection des années 1994,1995 et 1996 montre que l'Afrique a de nombreux défis ». Défis d'entretien des orphelins et de gestion de l'impact du sida sur les personnes âgées».

«L'an 2015 sera l'année d'atteinte des objectifs du millénaire. Cependant, si rien n'est fait le sida ne nous permettra pas d'atteindre tous nos objectifs de développement projetés», a-t-il soutenu.

C'est pourquoi, le commissaire de la CEA estime que «le sida est avant tout un problème de gouvernance. Parce que, c'est seulement la bonne gouvernance qui peut s'attaquer à cette pandémie». «Le sida peut avoir une incidence, comme ça a été le cas en Zambie, sur la participation des jeunes femmes aux élections. Car, plus la prévalence est élevée, moins les populations s'inscrivent sur les listes électorales et participent aux scrutins», a-t-il souligné.

M. Alan Whiteside a demandé à toute l'assistance de «ne pas oublier dans ces derrières toutes les statistiques qu'il a présentées lors de son exposé, il y a un visage. Et en Afrique, c'est généralement un visage de femme».

Rectificatif

Dans l'article Vox pop sur l'exposition de Marie-Noëlle Guichi (ADF aujourd'hui du 12 octobre 2004), il fallait lire pour l'interview de Tessema Zewditu, Directrice de l'information à Société éthiopienne pour la protection de la faune, de la flore, et pour l'histoire de la nature. « Notre organisation est la plus ancienne ONG (38 ans d'existence, depuis 1966) en Ethiopie engagée dans la protection de l'environnement » et non « Notre structure est la première de ce type sur les 38 organisations non gouvernementales... »